

2017



06

Industrie
et services

Neuchâtel 2019

Structure des PME suisses en 2017

Structure des PME suisses en 2017

Rédaction Joachim Welte, OFS
Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2019

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: statent@bfs.admin.ch, tél. 058 463 62 66

Rédaction: Joachim Welte, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 06 Industrie et services

Langue du texte original: français

Mise en page: section DIAM, Prepress/Print

Graphiques: section DIAM, Prepress/Print

Cartes: section DIAM, ThemaKart

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. 058 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2019
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 1662-1700

ISBN: 978-3-303-06333-0

Table des matières

1	Introduction	5
2	Structure de l'économie suisse	6
3	Importance des PME selon le secteur économique et la classe de taille	8
4	Répartition des classes de taille PME par activité économique	12
5	Poids des PME dans les régions et les cantons	14
6	Les PME dans leur globalité, une condition à l'internationalisation	17
6.1	Analyse des PME dans le contexte des groupes d'entreprises	17
6.2	Importance des PME dans le commerce extérieur	18
6.3	Structure par classes de taille en comparaison internationale	20
7	Conclusion	22
8	Abréviations	23
	Annexe	25

1 Introduction

Le tissu économique suisse est principalement composé de petites et moyennes entreprises (PME) qui apportent une contribution importante en termes de créativité, de croissance ou encore de création d'emploi et de valeur ajoutée. Les PME se retrouvent ainsi au centre de l'attention et bénéficient de programmes de soutien dans le cadre de politiques spécifiques. Parmi les politiques publiques relatives aux PME, on peut citer par exemple la promotion de l'innovation pour les PME via l'octroi de subside de l'agence suisse pour l'encouragement à l'innovation «Innosuisse»¹ ou encore l'allégement des formalités administratives via la plateforme «Easygov.swiss»².

La définition d'une PME est dès lors particulièrement importante lors de la sélection des entreprises qui vont bénéficier de politiques publiques spécifiques. Actuellement, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) définissent comme PME toute entreprise marchande qui emploie moins de 250 personnes. On distingue ainsi les PME, d'une part, et les grandes entreprises, d'autre part. Les PME peuvent en outre être éclatées en différentes catégories d'entreprises, parmi lesquelles on peut isoler les unités qui comptent moins de 10 emplois (microentreprises).

L'importance des PME dans le paysage économique suisse se traduit également par une demande au niveau statistique. Pour répondre à cette demande, l'OFS publie la présente analyse, réalisée sur la base de la statistique structurelle des entreprises (STATENT). Celle-ci est disponible depuis 2011.

Cette publication fait suite à celle diffusée en 2018³. Outre l'intégration des derniers résultats disponibles de la STATENT (année de référence 2017), cette version apporte, dans le chapitre 6, un regard nouveau sur les PME dans un contexte globalisé. La statistique sur les groupes d'entreprises (STAGRE), diffusée pour la première fois en 2018 par l'OFS⁴, est utilisée conjointement avec les données des déclarations douanières des entreprises relevées par l'Administration fédérale des douanes (AFD). Il s'agit de distinguer les PME appartenant à un groupe d'entreprise et d'analyser dans quelle mesure cette distinction joue un rôle sur l'implication des PME dans le commerce extérieur de biens.

La publication est structurée comme suit : après avoir présenté quelques chiffres sur l'économie suisse, nous analysons la structure et l'évolution du nombre de PME et de leurs effectifs, par secteur économique et par classe de taille, sur la période 2011 à 2017. L'analyse des PME est ensuite approfondie au niveau des branches d'activités économiques. Les distributions des entreprises et des emplois par grande région et par canton sont examinées dans le chapitre 5. Le chapitre 6 détaille les caractéristiques structurelles des PME appartenant à un groupe d'entreprise et analyse leur importance dans le commerce extérieur de biens. Finalement, la structure de répartition des classes de tailles des PME suisses est comparée à une sélection de pays.

Cette publication repose sur les dernières données à disposition et offre des nouvelles pistes d'analyses avec l'exploitation de données statistiques complémentaires. Les analyses proposées peuvent intéresser les milieux politiques, les chercheurs et les étudiants, ainsi que les professionnels des médias.

¹ voir par exemple : https://www.kmu.admin.ch/kmu/fr/home/politique-pme/promouvoir-l_innovation.html

² voir par exemple : <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Standortfoerderung/KMU-Politik.html>

³ OFS (2018), Structure des PME suisses en 2016, disponibles sous : www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services → Entreprises et emplois → Structure de l'économie : Entreprises

⁴ plus d'informations sur la STAGRE sont disponibles via : www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services → Statistique des groupes d'entreprises

2 Structure de l'économie suisse

Différents types d'unités interagissent afin de former le tissu économique de la Suisse. Pour étudier la structure économique de notre pays et ainsi ancrer le cadre de cette publication, il est nécessaire de faire la distinction entre le secteur privé et le secteur public, puis entre les unités dites marchandes et non marchandes. Ces termes sont importants dans le cadre de la comptabilité nationale suisse, qui constitue le cadre de référence de nos analyses macroéconomiques. Ces termes sont brièvement présentés ci-dessous :

- on considère qu'une unité est marchande lorsqu'elle produit des biens et services qui sont mis sur le marché à des prix qui couvrent en grande partie les coûts de production. La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à des prix qui ne couvrent pas une part significative des coûts. D'une manière générale, on considère que les prix ne couvrent pas les coûts si les recettes provenant de la vente représentent moins de 50% des coûts de fabrication;
- on considère qu'une unité fait partie du secteur public lorsqu'elle est contrôlée par les pouvoirs publics. Le contrôle passe souvent, mais pas nécessairement seulement, par la détention d'une part significative du capital-actions. Il est important de relever ici qu'une unité publique peut être active sur un marché concurrentiel et être, de ce fait, un producteur marchand¹.

Le classement possible des différentes unités est donné dans le tableau T1. Les PME appartiennent à la catégorie des producteurs marchands. Cette catégorie est surlignée en gris dans la partie inférieure du tableau T1. Par conséquent, les analyses, présentées dans les prochains chapitres, se réfèrent exclusivement aux entreprises, c'est-à-dire aux producteurs de type marchand.

Le tableau T2 donne un aperçu du nombre d'unités marchandes et non marchandes des secteurs privé et public sur la période 2011 à 2017. Il illustre bien l'importance des entreprises (privées et publiques) comme acteurs économiques.

¹ Il convient de préciser que la délimitation de ces unités se fonde ici sur les formes juridiques. Ces dernières sont un proxy pour estimer le contrôle, faute de données adéquates et exhaustives pour chiffrer la part des administrations publiques dans le capital-actions des différentes entreprises. Concrètement, les entreprises publiques marchandes sont constituées des entreprises ayant les formes juridiques suivantes: Instituts de droit public (forme juridique (FJ 17), entreprises cantonales (FJ 31), de district (FJ 32), communale (FJ 33) et entreprises publique d'une corporation de droit public (FJ 34).

Unités marchandes et non marchandes selon le secteur

T 1

Unité	Secteur privé	Secteur public
Non marchande	Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM)	Administrations
Marchande	Entreprises privées	Entreprises publiques

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Nombre d'unités par secteur, de 2011 à 2017

T 2

	Marchande		Non marchande		Total
	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	
2011	551 405	1 138	10 180	4 288	567 011
2012	556 106	910	10 341	4 524	571 881
2013	561 738	889	10 538	4 514	577 679
2014	577 662	875	10 665	4 436	593 638
2015	581 083	871	10 886	4 376	597 216
2016	585 383	831	11 088	4 453	601 755
2017	589 500	753	11 422	4 415	606 090

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Selon le tableau T2, la très grande majorité (97,3%) des unités appartient au secteur privé marchand et sont par conséquent des «entreprises privées». Les organisations privées qui n'ont pas un caractère marchand, généralement dénommées «institutions sans but lucratif au service des ménages» (ISBLM)² dans la comptabilité nationale, arrivent loin derrière avec une part relative de 1,9%. Quant aux organisations du secteur public (marchandes et non marchandes confondues)³, elles représentent 0,8% du total des unités observées.

Si – au niveau du nombre d'unités – les entreprises occupent le devant du paysage économique suisse, la situation est plus nuancée lorsque l'on considère la ventilation des emplois. Le tableau T3 affiche la répartition des emplois de 2011 à 2017 selon le type d'organisation et le secteur.

² Il s'agit par exemple des partis politiques, des syndicats et des associations de consommateurs.

³ Il s'agit par exemple des administrations publiques cantonales ou communales.

Nombre d'emplois par secteur, de 2011 à 2017 T3

	Marchande		Non marchande		Total
	Secteur privé	Secteur public	Secteur privé	Secteur public	
2011	3 968 758	257 104	162 173	482 673	4 870 708
2012	4 006 228	260 634	164 739	488 832	4 920 433
2013	4 087 599	229 221	169 197	496 136	4 982 153
2014	4 134 389	233 578	173 517	504 789	5 046 273
2015	4 149 145	235 076	178 463	516 231	5 078 915
2016	4 175 228	239 083	184 252	521 772	5 120 335
2017	4 227 707	237 048	188 446	526 969	5 180 170

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Il ressort du tableau T3 que les entreprises marchandes du secteur privé totalisent 81,6% des emplois dénombrés en Suisse. Les unités privées non marchandes (ISBLSM) viennent nettement plus loin avec une part relative de 3,6%.

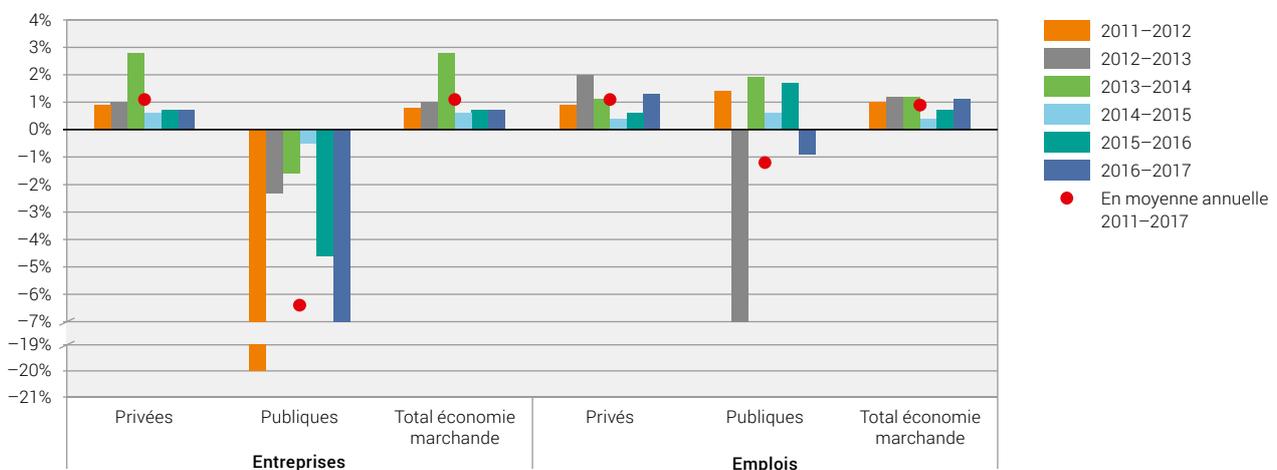
Le secteur public regroupe 14,8% des emplois. Ces derniers se répartissent entre les entreprises publiques marchandes (4,6%) et les unités non marchandes ou administrations (10,2%).

Si l'on considère l'évolution des entreprises marchandes depuis 2011, on constate que tant le nombre d'entreprises que le nombre d'emplois ont toujours évolué positivement dans le secteur privé (+1,1% en moyenne annuelle). À l'inverse, le secteur public connaît des évolutions fortement négatives du nombre d'entreprises publiques notamment en début et fin de période (-6,4% en moyenne annuelle) ainsi que des variations contrastées du nombre d'emplois (-1,2% en moyenne annuelle). Comme le montre l'encadré 1, ces évolutions ne reflètent pas réellement des changements de fonds, mais plutôt des reclassements d'unités existantes, resp. des modifications de formes juridiques.

Encadré 1

Les évolutions du graphique G1 amènent les commentaires suivants: (a) En 2012, la variation très négative des entreprises marchandes du secteur public (-20%) provient principalement de reclassements d'unités existantes qui sont dorénavant intégrées dans des administrations publiques et quittent de ce fait le giron des entreprises publiques. Il s'agit essentiellement des nombreux services forestiers communaux et autres activités forestières (bourgeoisies propriétaires de forêts, etc.) qui sont reclassées comme une administration publique (Forme juridique 24). (b) En 2013, le recul important des emplois des entreprises marchandes du secteur public (-12%) s'explique par la redéfinition de la forme juridique de La Poste Suisse. Aux termes de la loi fédérale sur l'organisation de La Poste Suisse (RS 783.1), cette entreprise passe du statut d'«Institut de droit public» à «Société anonyme». Les emplois de la poste sont ainsi redirigés vers le secteur «privé». (c) La diminution du nombre des entreprises publiques en 2016 et 2017 s'explique en partie par des réorganisations au sein du secteur public (regroupement de certaines unités et transition depuis des formes juridiques publiques vers des sociétés de capitaux de droit privé) notamment dans le domaine de la santé et de l'action sociale.

Évolution du nombre d'entreprises et d'emplois de l'économie marchande par secteur, de 2011 à 2017 G1



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

3 Importance des PME selon le secteur économique et la classe de taille

Le tissu économique de notre pays est constitué essentiellement de PME. Comme indiqué précédemment, en Suisse, ces dernières se définissent comme les entreprises qui occupent moins de 250 personnes¹. Le tableau T4 ci-dessous présente les différentes classes de taille PME considérées.

Définition des classes de taille PME T4

Classes de taille PME	Définition
<i>Petites et moyennes entreprises (PME)</i>	<i>1 à 249 emplois</i>
Microentreprises	moins de 10 emplois
Petites entreprises	10 à 49 emplois
Moyennes entreprises	50 à 249 emplois
<i>Grandes entreprises</i>	<i>250 emplois et plus</i>

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Avant une première analyse de l'évolution par classe de tailles et par secteur économique, il convient d'articuler quelques chiffres qui rendent compte de l'importance des PME dans le paysage économique suisse en 2017. Schématiquement, la situation se présente comme suit:

- quelques 99,7% des entreprises sont des PME. Elles regroupent plus de deux tiers (67,6%) de l'emploi total des entreprises marchandes;
- la majorité des entreprises (environ 76%) et des emplois (environ 72%) se trouve dans le secteur tertiaire. Vient ensuite le secteur secondaire avec respectivement environ 15% des entreprises et 24% des emplois;
- c'est dans le secteur primaire que les PME sont proportionnellement le plus présentes, avec la quasi-totalité des entreprises (99,9%) et des emplois (99,8%) recensés au sein des PME et plus précisément au sein des microentreprises (98,3% des entreprises et 88,4% des emplois).
- le secteur secondaire compte le plus de grandes entreprises (part relative supérieure à 3%). On peut également relever que les grandes entreprises regroupent à elles seules plus de 30%

des emplois du secteur secondaire. Les petites et moyennes entreprises concentrent chacune un peu plus du quart des emplois. Les microentreprises regroupent environ 80% des entreprises et 17% des emplois du secteur.

- le secteur tertiaire affiche également une forte proportion d'entreprises de type PME (99,7%), dont plus de 90% sont des microentreprises. Toutefois, dans ce secteur, ce sont les grandes entreprises qui concentrent le plus d'emploi (environ 35%) suivies des microentreprises (environ 26%).
- en 2017, le nombre d'entreprise augmente de +0,7% principalement grâce aux microentreprises du secteur tertiaire. En termes d'emploi, l'évolution se monte à +1,1% avec une contribution importante des grandes entreprises du secteur secondaire et tertiaire.

Après cette première vue d'ensemble, il s'agit de mettre en évidence l'évolution des PME et leurs apports à la croissance du nombre d'entreprises et d'emplois. Les graphiques G2 (entreprises) et G3 (emplois) décomposent la contribution à la croissance par secteur économique et classe de taille. Cette dernière mesure l'apport de chaque classe de taille à la croissance totale du secteur (primaire, secondaire, tertiaire) en tenant compte du poids de chaque classe². D'emblée un constat s'impose. Tous secteurs confondus, l'évolution du nombre d'entreprises repose principalement sur la croissance des microentreprises. Dans le secteur tertiaire, la variation du nombre d'entreprise est toujours positive, quelle que soit la classe de taille. À l'inverse, dans les secteurs primaire et secondaire, des variations négatives sont observées. L'année 2014 est particulière dans la mesure où le nombre d'entreprises, et plus particulièrement le nombre des microentreprises, augmente dans les secteurs secondaire et tertiaire (resp. +1,1% et 3,8%). Par contre, à partir de 2015, les PME du secteur secondaire affichent une évolution légèrement négative du nombre d'entreprise. Dans le secteur tertiaire, 2015 ressort comme l'année la moins dynamique (+0,9%) alors qu'en 2016 et 2017, la croissance est légèrement plus solide (respectivement +1,3% et 1,2%). Les secteurs primaire et secondaire continuent dans le sens de la décroissance en 2017 avec un recul du nombre d'entreprises de resp. -1,1% et -0,2%.

¹ La définition des PME peut reposer sur des critères différents. Ainsi, outre le nombre de personnes, l'Union européenne utilise deux autres critères (au choix): le chiffre d'affaires annuel (limité 50 millions d'euros maximum), ou le total du bilan (maximum 43 millions d'euros). Pour plus d'informations sur la définition des PME au niveau européen, voir: <http://ec.europa.eu/eurostat/web/structural-business-statistics/structural-business-statistics/sme>

² La contribution à la croissance de la classe de taille S_i pour l'année t , nommé $\Delta_{S_i}^t$, peut être définie comme suit:

$$\Delta_{S_i}^t = \frac{EMP_{S_i}^t - EMP_{S_i}^{t-1}}{EMP_{S_{tot}}^t - EMP_{S_{tot}}^{t-1}} * \frac{EMP_{S_{tot}}^t - EMP_{S_{tot}}^{t-1}}{EMP_{S_{tot}}^{t-1}}$$

Nombre d'entreprises marchandes par secteur économique et classes de taille, en 2017

T 5

	2017	
	Nombre d'entreprises	Part relative en %
Tous secteurs confondus	590 253	100,0
<i>Total PME</i>	<i>588 623</i>	<i>99,7</i>
Microentreprises	529 490	89,7
Petites entreprises	50 053	8,5
Moyennes entreprises	9 080	1,5
Grandes entreprises	1 630	0,3
<hr/>		
Secteur primaire	53 010	100,0
<i>Total PME</i>	<i>53 009</i>	<i>100,0</i>
Microentreprises	52 113	98,3
Petites entreprises	- ¹	1,6
Moyennes entreprises	- ¹	0,1
Grandes entreprises	- ¹	0,0
<hr/>		
Secteur secondaire	90 483	100,0
<i>Total PME</i>	<i>89 989</i>	<i>99,5</i>
Microentreprises	72 455	80,1
Petites entreprises	14 737	16,3
Moyennes entreprises	2 797	3,1
Grandes entreprises	494	0,5
<hr/>		
Secteur tertiaire	446 760	100,0
<i>Total PME</i>	<i>445 625</i>	<i>99,7</i>
Microentreprises	404 922	90,6
Petites entreprises	34 463	7,7
Moyennes entreprises	6 240	1,4
Grandes entreprises	1 135	0,3

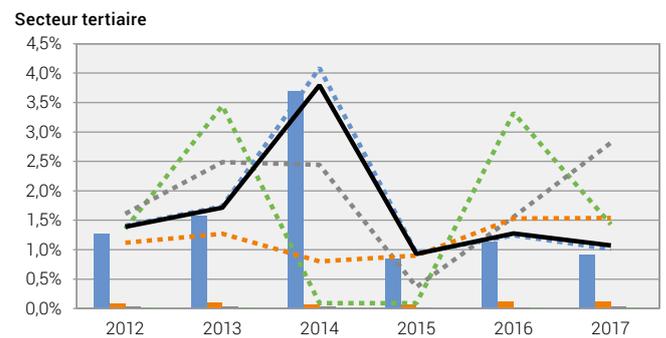
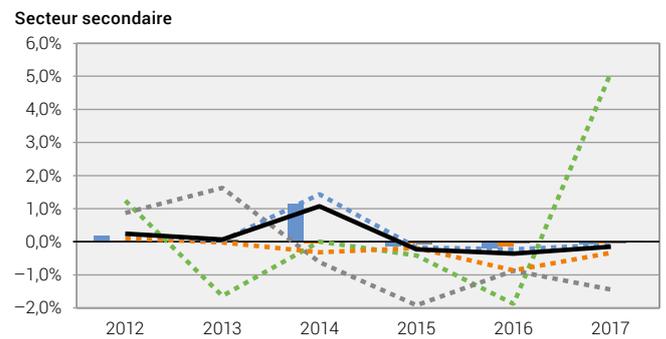
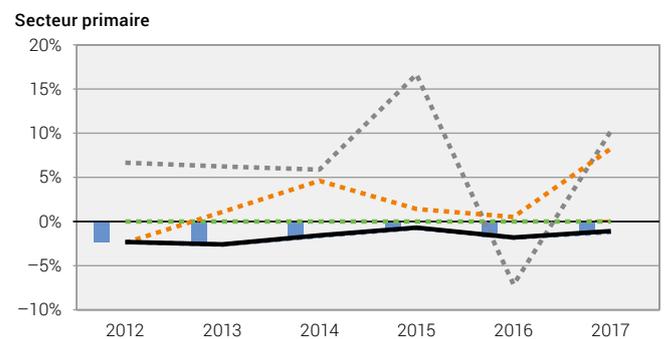
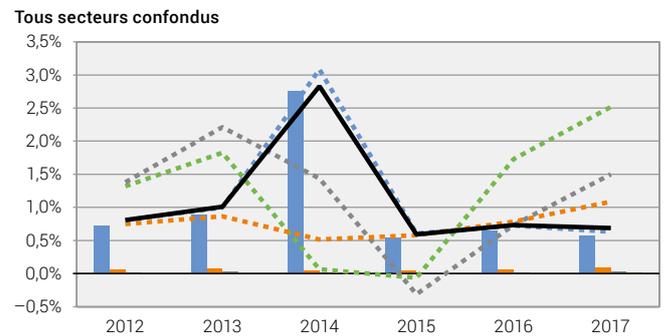
¹ données cachées pour des raisons de protection des données

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Contribution à la croissance du nombre d'entreprises marchandes selon le secteur économique et la classe de taille, de 2012 à 2017

G 2



— Taux de croissance de toutes les classes de tailles confondues

- | | |
|---|---|
| Contribution à la croissance | Taux de croissance annuel |
| ■ Microentreprises | - - - Microentreprises |
| ■ Petites entreprises | - - - Petites entreprises |
| ■ Moyennes entreprises | - - - Moyennes entreprises |
| ■ Grandes entreprises | - - - Grandes entreprises |

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Nombre d'emplois des entreprises marchandes par secteur économique et classes de taille, en 2017

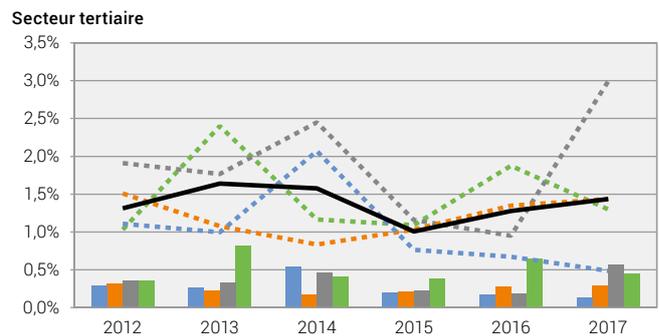
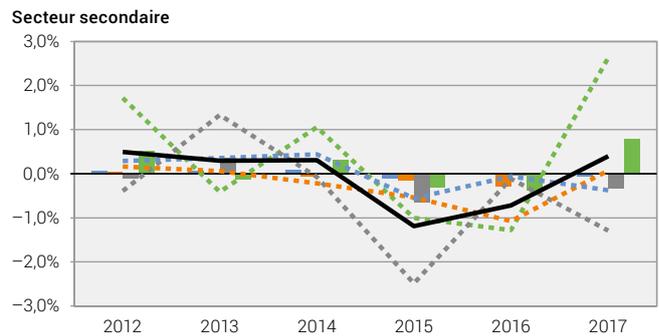
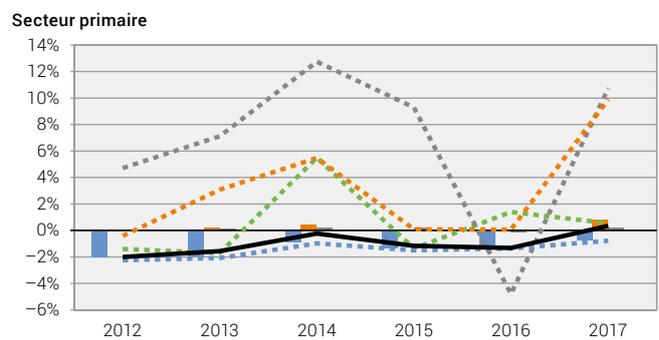
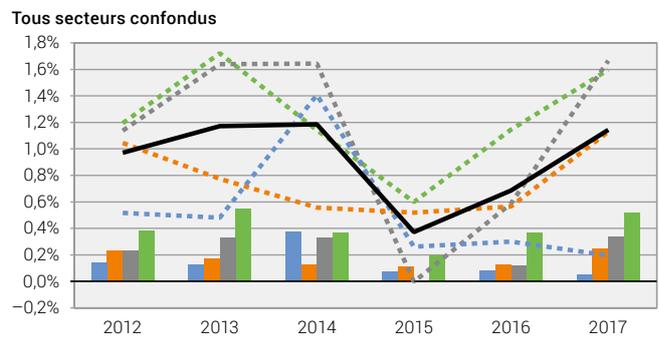
T6

	2017	
	Nombre d'emplois	Part relative en %
Tous secteurs confondus	4 464 755	100,0
<i>Total PME</i>	<i>3 018 405</i>	<i>67,6</i>
Microentreprises	1 159 055	26,0
Petites entreprises	961 784	21,5
Moyennes entreprises	897 566	20,1
<i>Grandes entreprises</i>	<i>1 446 350</i>	<i>32,4</i>
<hr/>		
Secteur primaire	158 102	100,0
<i>Total PME</i>	<i>157 735</i>	<i>99,8</i>
Microentreprises	139 716	88,4
Petites entreprises	14 400	9,1
Moyennes entreprises	3 619	2,3
<i>Grandes entreprises</i>	<i>367</i>	<i>0,2</i>
<hr/>		
Secteur secondaire	1 087 579	100,0
<i>Total PME</i>	<i>758 184</i>	<i>69,7</i>
Microentreprises	187 300	17,2
Petites entreprises	294 912	27,1
Moyennes entreprises	275 972	25,4
<i>Grandes entreprises</i>	<i>329 395</i>	<i>30,3</i>
<hr/>		
Secteur tertiaire	3 219 074	100,0
<i>Total PME</i>	<i>2 102 486</i>	<i>65,3</i>
Microentreprises	832 039	25,8
Petites entreprises	652 472	20,3
Moyennes entreprises	617 975	19,2
<i>Grandes entreprises</i>	<i>1 116 588</i>	<i>34,7</i>

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2019

Contribution à la croissance de l'emploi selon le secteur économique et la classe de taille, de 2012 à 2017

G3



— Taux de croissance de toutes les classes de tailles confondues

- | | |
|---|---|
| Contribution à la croissance | Taux de croissance annuel |
| ■ Microentreprises | - - - Microentreprises |
| ■ Petites entreprises | - - - Petites entreprises |
| ■ Moyennes entreprises | - - - Moyennes entreprises |
| ■ Grandes entreprises | - - - Grandes entreprises |

Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT) © OFS 2019

Considérons à présent l'évolution des emplois (tableau T6 et graphique G3). Par rapport à la situation au niveau des entreprises, l'évolution des emplois est répartie de façon plus homogène entre les différentes classes de taille, avec une contribution importante des grandes entreprises. On note que pour l'ensemble de l'économie marchande, l'évolution est toujours positive sur la période considérée, avec un ralentissement de la croissance de l'emploi en 2015. Ce dernier est compensé les deux années suivantes et retrouve en 2017 un taux de croissance proche de celui de 2014.

En 2017, tous les secteurs renouent avec une croissance positive de l'emploi, y compris le secteur primaire qui était en recul depuis 2011. Cette évolution du secteur primaire est à mettre au crédit des petites et moyennes entreprises. Une analyse plus fine montre que ce trend est dû en grande partie à la croissance «organique» des petites entreprises du secteur agricole qui étaient déjà actives l'année précédente. Par croissance organique, on entend la croissance de l'emploi des entreprises présentes les années t et $t-1$. L'apport des nouvelles entreprises est donc exclu de l'analyse. Dans le secteur primaire, en 2017, la croissance organique de l'emploi des petites entreprises est de 687 emplois. Sur ce montant, 452 emplois proviennent des petites entreprises qui restent dans cette classe de taille; 235 emplois vont vers des entreprises moyennes. L'effet net est donc positif pour 2017³.

Dans le secteur secondaire, ce sont les grandes entreprises qui ont porté la croissance avec une contribution de 0,8 point de pourcentage. Cette évolution est le résultat de deux types de variations. L'une provient principalement des moyennes entreprises, qui se transforment en grandes entreprises du fait de leur croissance organique (+2117 emplois en 2017 contre +879 en 2016). Ce mouvement a naturellement un impact négatif sur l'emploi au sein des moyennes entreprises. L'autre variation est la conséquence d'une croissance organique importante au sein des grandes entreprises dont les effectifs augmentent de près de 1100 emplois en 2017. Cette classe de taille perdait plus de 2100 emplois en 2016.

Dans le secteur tertiaire, toutes les classes de taille contribuent à la hausse de l'emploi (+1,4% au total). Toutefois, en comparaison aux années précédente, la classe des moyennes entreprises apparaît comme le moteur de la croissance avec une contribution de près de 0,6 point de pourcentage, devant les grandes entreprises (+0,5 point de pourcentage), les petites entreprises (+0,3 point) et les microentreprises (+0,1 point). La progression du nombre de places de travail dans les moyennes entreprises dépasse 8000 emplois. Cette forte variation peut être attribuée en grande partie à l'évolution organique de l'emploi des entreprises de cette taille entre 2016 et 2017.

En définitive, l'année 2017 est marquée par des évolutions de l'emploi contrastées selon la classe de taille et le secteur économique. Le secteur primaire augmente son emploi grâce aux structures de petites tailles, le secteur secondaire grâce aux unités de grandes tailles et le secteur tertiaire grâce aux moyennes entreprises. Cette évolution est d'autant plus remarquable pour le secteur tertiaire que ce dernier compte proportionnellement le moins d'emplois au sein des moyennes entreprises (19,2%) par rapport au secteur primaire (20,1%) et secondaire (25,4%).

³ À titre de comparaison, en 2016, on comptabilisait une croissance organique de 160 emplois seulement pour les petites entreprises, avec 26 emplois provenant de cette catégorie d'entreprise et 134 emplois allant vers des moyennes entreprises.

4 Répartition des classes de taille PME par activité économique

Après avoir analysé la contribution à la croissance des PME dans les différents secteurs économiques, nous proposons dans ce chapitre de pousser l'analyse à un niveau plus fin en examinant les entreprises en fonction de leurs tailles et leurs activités économiques.

Il ressort du graphique G4 que les microentreprises sont toujours majoritaires dans toutes les branches économiques. Elles dominent surtout dans les branches «Agriculture, sylviculture et pêche» et «Autres activités de service». Si les microstructures sont également présentes dans le secteur secondaire, plusieurs domaines industriels, tels que les «Industries extractives» et la «Production et la distribution d'énergie» en comptent moins. Les microstructures sont proportionnellement nettement moins représentées dans le secteur secondaire que dans le secteur primaire ou le tertiaire. Les petites entreprises et les entreprises de taille moyenne ont en revanche plus de poids dans le secteur

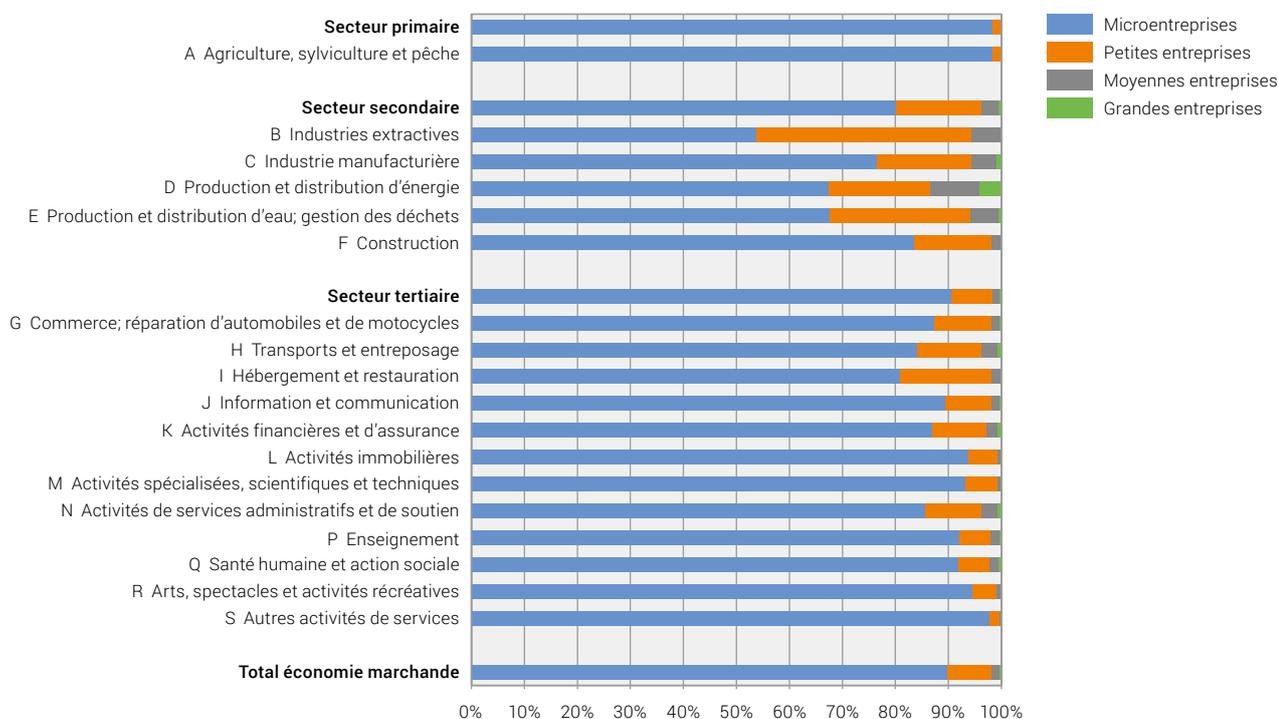
industriel que dans le primaire ou le tertiaire. Dans le secteur des services, c'est la branche «Hébergement et restauration» qui a la plus faible proportion d'entreprises de moins de 10 emplois.

Toutes les branches affichent une image pyramidale par classe de taille, avec une large base de micros sociétés et des étages supérieurs de plus en plus minces à mesure que la taille des entreprises augmente.

Cette image est très différente dès lors qu'il s'agit de la répartition des emplois. Le graphique G5 indique ainsi des différences importantes du poids des classes de tailles des PME selon les branches économiques. Certaines branches présentent des proportions d'emplois élevées dans les grandes entreprises. C'est le cas en particulier des branches «Production et distribution d'énergie», «Transports et entreposage» ou «Activités financières et d'assurance». Dans ces branches, la pyramide évoquée plus haut est inversée. En effet, les places de travail dans les

Répartition des entreprises par classes de taille dans les branches économiques, en 2017

G4



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

entreprises de 250 emplois et plus forment le socle tandis que les couches supérieures, moins larges, se remplissent à mesure que la taille des entreprises diminue. Néanmoins, plusieurs branches affichent toujours des parts élevées d'emplois au sein des PME avec une base importante d'emplois dans les microentreprises. C'est le cas par exemple des branches «Agriculture, sylviculture et pêche», «Autres activités de services» ainsi que «Arts, spectacles et activités récréatives».

Les branches «Industries extractives», «Production et distribution d'eau, gestion des déchets», «Construction», «Hébergement et restauration» se démarquent avec une base relativement importante d'emplois dans les petites entreprises.

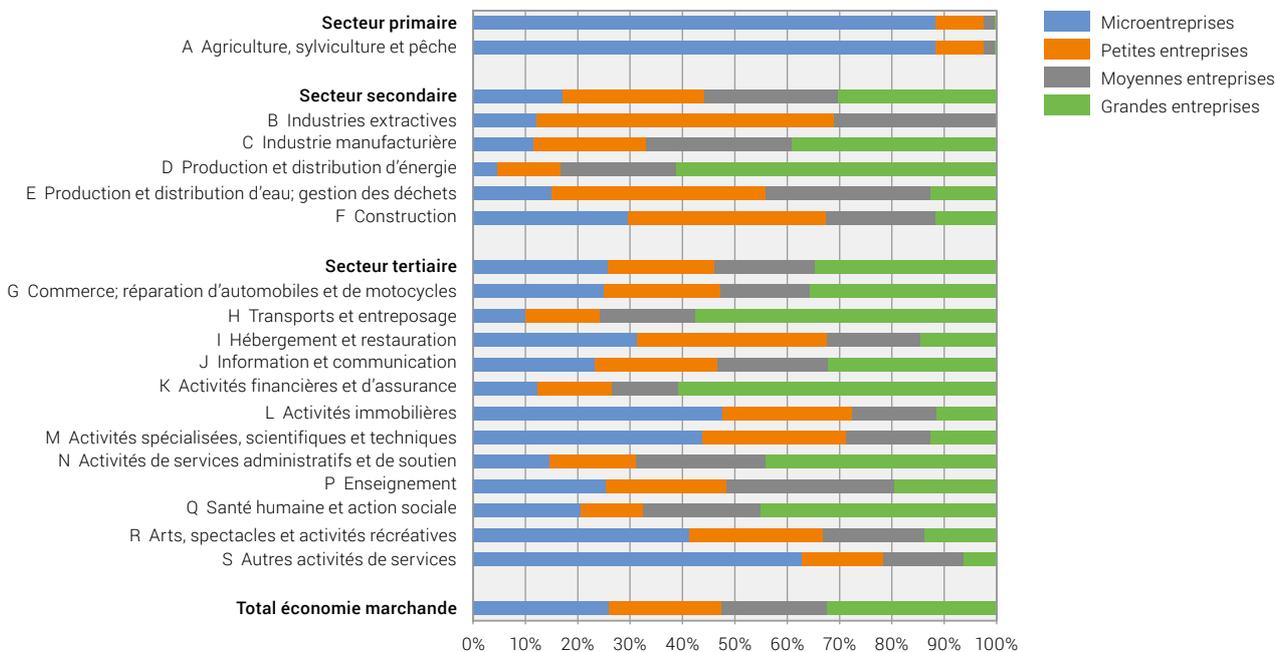
Dans le secteur tertiaire, quelques branches méritent une analyse plus fine dans la mesure où elles présentent des répartitions d'emploi relativement différentes de la moyenne du secteur. Parmi ces branches à profil atypique, nous pouvons notamment mentionner :

- la branche «Santé humaine et action sociale». Cette branche compte plus de 45% des emplois au sein de grandes entreprises contre 34,7% pour l'ensemble du secteur tertiaire. Cette caractéristique vient du fait que plus de la moitié des emplois dans les «Activités pour la santé humaine», qui représentent env. 69% du total de la branche, se trouve dans les grandes entreprises, alors que près d'un tiers de l'emploi se trouve dans des microstructures. Ce sont principalement les activités hospitalières qui ont des emplois dans les grandes entreprises;

- la branche «Autres activités de services» a plus de 60% des emplois dans les microentreprises, contre 26% pour l'ensemble du secteur tertiaire. Cette concentration élevée dans les microentreprises provient principalement de l'activité économique «Autres services personnels» qui compte une présence importante d'entreprises et d'emplois dans les domaines de la coiffure, des instituts de beauté ou des activités visant au bien-être physique;
- la branche «Arts, spectacles et activités récréatives» a également une présence importante d'emplois dans des microsociétés. Cette branche est en effet caractérisée par un grand nombre d'emplois dans le domaine des arts du spectacle vivant et notamment les orchestres, les chœurs et les musiciens;
- dans la branche «Transports et entreposage», la part des emplois dans les microentreprises (10,1%) est nettement inférieure à la moyenne du secteur tertiaire dans son ensemble (25,8%). Dans cette branche, la part des emplois dans les grandes entreprises atteint 57,5% du total. Une analyse plus approfondie de cette branche donne deux profils très différents au niveau des emplois. Le premier profil-type se trouve dans les «Activités de poste et de courrier» et les «Transports aériens» qui concentrent respectivement 92,6% et 80,5% des emplois dans des grandes entreprises. Le second profil-type englobe notamment les «Transports terrestres et transports par conduite» et «Transports par eau», qui concentrent la majorité de leurs emplois dans les PME avec respectivement 56% et 54,8% du total.

Répartition des emplois par classes de taille dans les branches économiques, en 2017

G5



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

5 Poids des PME dans les régions et les cantons

La répartition régionale des PME révèle des particularités. Certains centres comptent une forte concentration de PME alors que d'autres sont marqués par une présence importante d'emplois au sein de grandes entreprises.¹ Dans les paragraphes suivants, nous étudions la situation des PME tout d'abord au niveau des grandes régions avant de passer à l'échelon cantonal.

Concernant la répartition des entreprises par classes de taille (cf. graphique G6), les écarts entre les grandes régions sont faibles. Les parts relatives du total des PME oscillent entre 99,6% dans la grande région de Zurich et 99,8% pour le Tessin, la Suisse centrale et la Suisse Orientale. La situation est très semblable pour les microentreprises, les écarts étant légèrement plus importants (Zürich: 89%; Tessin: 91,6%).

Les petites entreprises et les moyennes entreprises sont proportionnellement les plus nombreuses dans la grande région de Zurich (parts relatives de 8,8%, resp. 1,8%), alors que le Tessin est la région qui compte le moins de petites entreprises (7,1%) et de moyennes entreprises (1,1%).

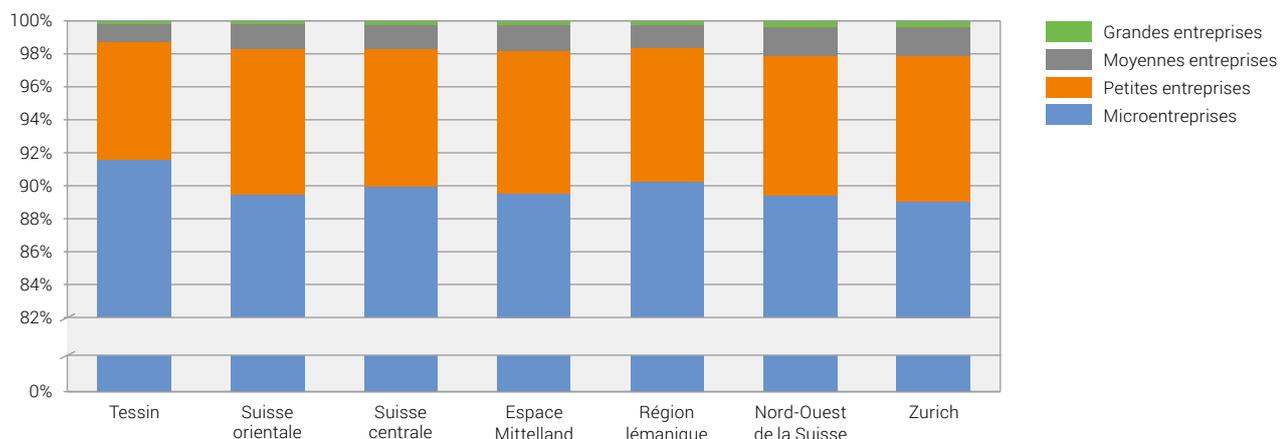
Après avoir examiné la situation dans les grandes régions, passons à l'échelon cantonal (cf. graphique G7). Sans surprise, la part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. Les PME représentent entre 99,4% (Bâle-Ville) et 100% (Appenzell Rhodes-Intérieures) du total des

entreprises suisses. Comme illustré dans le graphique G7, la répartition entre les classes de taille varie faiblement entre les cantons, qu'ils soient urbains ou ruraux. Ainsi, la part oscille entre 88,7% et 93% pour les microentreprises, entre 5,9% et 9,3% pour les petites entreprises et entre 1% et 1,9% pour les moyennes entreprises. Le reste, soit les grandes entreprises, représente entre 0,1% et 0,6% du total.

La situation est plus contrastée au niveau des emplois (cf. graphique G8). Les cantons à caractère plus urbains (Bâle-Ville ou Zurich par exemple) ont une structure différente des cantons plus ruraux (Appenzell Rhodes-Intérieures ou Schwyz par exemple). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises tandis que les seconds ont des emplois principalement dans les micros et les petites entreprises. Certains cantons affichent une distribution plus homogène de l'emploi entre les classes de taille. C'est notamment le cas du canton de Bâle campagne ou d'Argovie, où l'écart entre les classes ne dépasse pas 4 points de pourcentage. À l'inverse, d'autres cantons observent une structure par classes de taille beaucoup plus hétérogène. L'exemple du canton du Valais est particulièrement frappant, puisque l'écart entre la classe d'entreprises qui emploie le plus de monde et celle qui en emploie le moins est supérieur à 24 points.

Répartition des entreprises par classes de taille dans les grandes régions, en 2017

G6



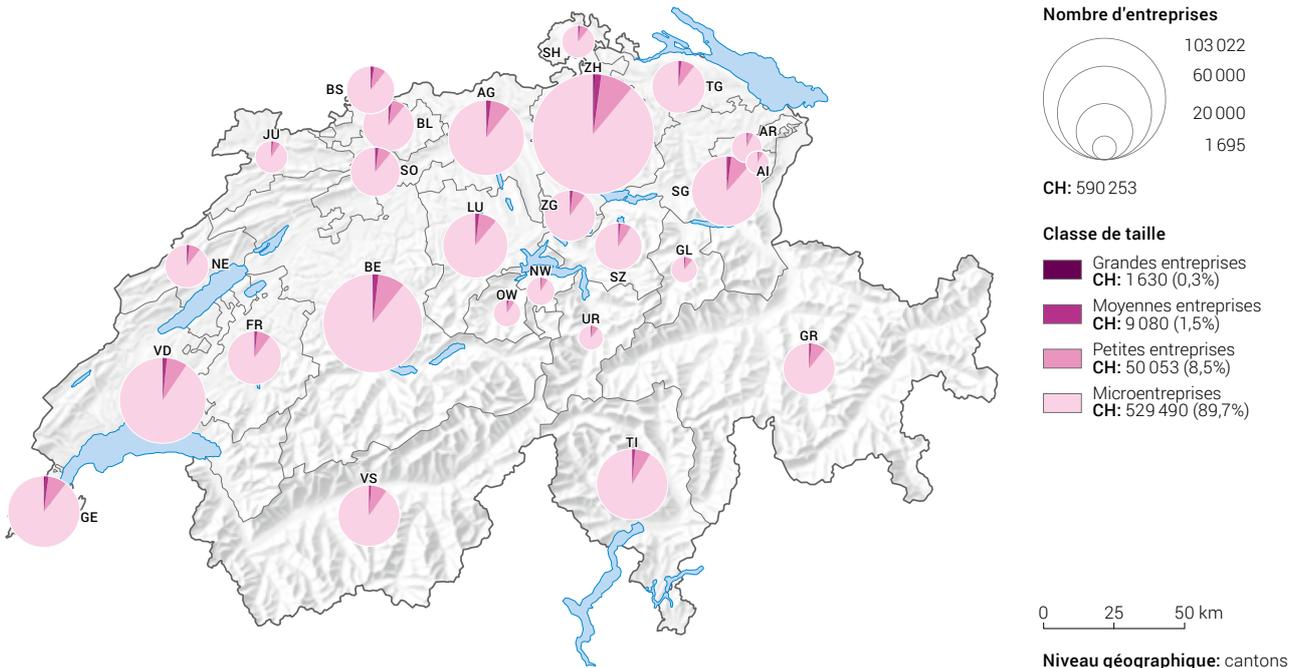
Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

¹ Par convention, la domiciliation des PME est située au lieu de résidence du siège administratif de l'entreprise. En d'autres termes, la région ou le canton qui accueille le siège d'une PME reçoit tous les emplois de celle-ci, indépendamment du lieu de travail effectif des personnes qu'elle emploie.

Répartition des entreprises par classes de taille, en 2017

G7

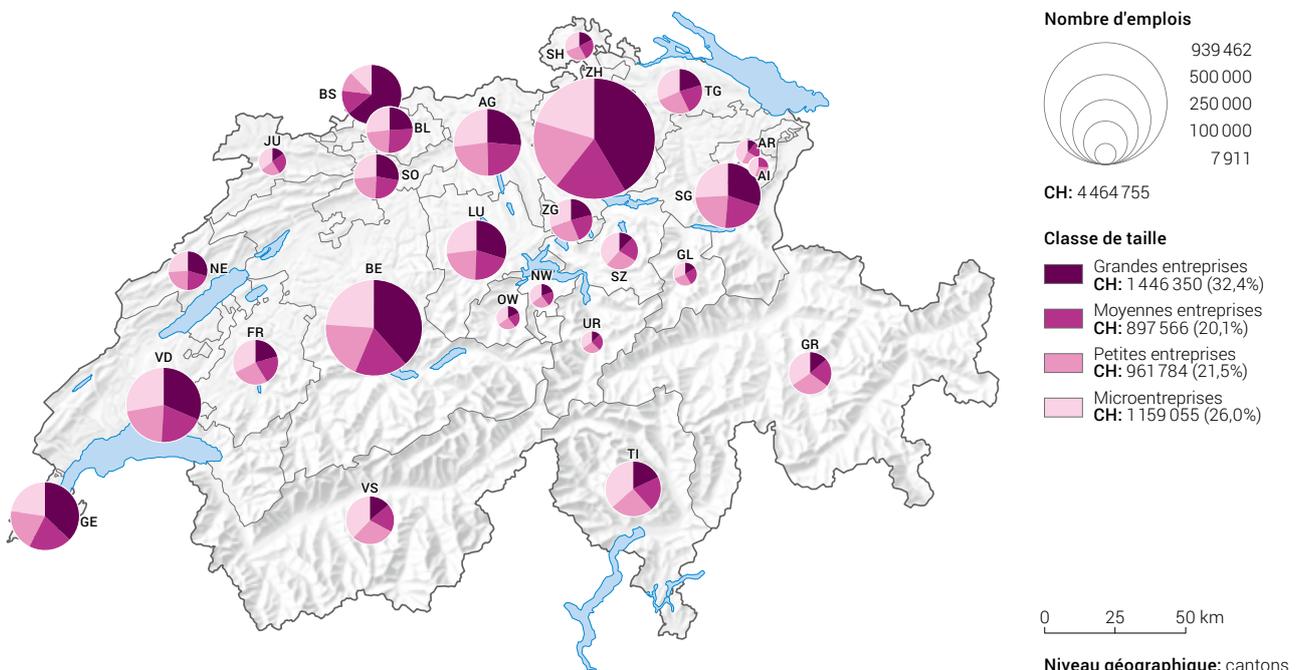


Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Répartition des emplois par classes de taille, en 2017

G8



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

Au niveau de la Suisse, la part de l'emploi des PME a très légèrement diminué entre 2016 et 2017 (67,8% vs 67,6%; -0,2 point de pourcentage). Cette part fluctue davantage au niveau des cantons. Ainsi, l'emploi des PME gagne en importance dans les cantons de Genève (+0,6 point de pourcentage), du Valais (+0,3 point) ou de Bâle-Ville (+0,2 point). À l'inverse, le poids des PME se réduit dans les cantons de Nidwald (-2,5 points), du Jura (-1,8 point) et de Bâle-Campagne (-1,2 point).

6 Les PME dans leur globalité, une condition à l'internationalisation

Comme on l'a vu supra, les PME constituent la clé de voûte du tissu économique suisse. Or, elles évoluent dans une économie de plus en plus globalisée, ce qu'illustre par exemple l'importance croissante au fil du temps des exportations de biens et services¹. Les PME sont ainsi confrontées au défi des chaînes de valeurs de plus en plus mondialisées. Cette fragmentation des fonctions de production est fortement influencée par les groupes d'entreprises multinationales. Dans un tel contexte, il est intéressant d'analyser plus en détail le comportement des PME pour répondre aux deux questions suivantes :

- quelle est l'importance des PME dans le commerce extérieur de la Suisse, et plus spécifiquement dans les échanges transfrontaliers de biens ?
- dans quelle mesure l'appartenance d'une PME à un groupe a-t-elle une influence sur le comportement de cette unité ?

La publication de l'OFS de 2018 a permis d'apporter un premier éclairage statistique à la seconde question². Il est proposé ici de continuer cette première analyse en examinant notamment la place des PME dans le commerce de biens selon que l'unité appartient, ou non, à un groupe. Une comparaison internationale clôturera ce chapitre.

6.1 Analyse des PME dans le contexte des groupes d'entreprises

Vu l'accent thématique de la présente publication, il est intéressant de construire une typologie des PME qui tient compte des relations et du degré de contrôle entre les différentes unités. Ceci permet de voir si l'appartenance à un groupe affecte, ou non, le comportement d'une PME.

Une telle analyse implique un réaménagement des données et des appariements entre plusieurs sets de base. Elle implique également la mise sur pieds d'une typologie spécifique. Voyons ces éléments à tour de rôle.

a. *Données de base*: en Suisse, l'information sur l'appartenance à un groupe est fournie par la statistique sur les groupes d'entreprises (STAGRE)³. Cette dernière permet de savoir si une unité est, ou non, membre d'un groupe. Ce faisant, on s'intéresse aux unités légales en tenant compte de leur contexte organisationnel. Dans la STAGRE, on parle de «groupe d'entreprises» lorsqu'une entreprise contrôle une ou plusieurs autres unités (filiales). L'unité de contrôle ultime (tête du groupe) est celle qui n'est pas elle-même contrôlée par une autre unité. Elle décide des orientations stratégiques et économiques du groupe et détient – directement ou indirectement – la majorité des droits de vote dans les entreprises du groupe. Dans ce contexte, nous utilisons le terme d'entreprise «indépendante» lorsque celle-ci ne fait pas partie d'un groupe d'entreprise par opposition à une entreprise «filiale» membre d'un groupe au sens de la STAGRE⁴.

b. *Typologie*: afin de permettre des comparaisons entre pays, la typologie des PME s'inspire de la pratique d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Dans un tel contexte, les aspects conceptuels suivants méritent d'être mentionnés :

- Eurostat distingue trois types d'entreprises pour l'analyse des PME : les unités «autonomes», les unités «partenaires» et les unités «liées». Sont considérées comme «liées» des entreprises qui entretiennent entre elles une relation de contrôle claire et nette (détention de la majorité du capital, de droits de vote ou de pouvoir décisionnel). Pour les cas des entreprises «partenaires», la relation de contrôle est d'au moins 25% mais sans atteindre la majorité (plus de 50%) du capital ou de droits de vote. Enfin l'entreprise est considérée comme «autonome» si elle n'entre dans aucune des deux catégories précédentes⁵;

¹ En 1980, la valeur nominale des exportations de biens et services représentait environ 25% de la demande globale en Suisse. En 2018, cette part dépasse 38%. Pour plus de renseignements, voir : <https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/bip-quartalsschaetzungen-/daten.html>

² pour plus de renseignements, voir OFS (2018) Structure des PME suisses en 2016, chapitre 7, pp.24–25, disponible sous : www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

³ L'OFS a publié pour la première fois cette statistique en décembre 2018. Pour de plus amples informations, voir : www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services → Statistique des groupes d'entreprises

⁴ On peut relever que dans la STAGRE, seuls les emplois et les filiales de groupes résidant en Suisse sont recensés. Or un groupe multinational, suisse ou étranger, a habituellement des filiales en dehors des frontières nationales. Toutefois, par soucis de simplification mais également par manque d'informations sur les filiales à l'étranger, nous considérons dans notre analyse uniquement la partie suisse des groupes d'entreprises.

⁵ pour plus de renseignements, voir la Recommandation de la commission des communautés européennes du 6 mai 2003 concernant la définition des micros, petites et moyennes entreprises (2003/361/CE), disponible sous : <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2003:124:0036:0041:fr:PDF>

- au niveau européen, la limite des 250 emplois est également utilisée pour définir les PME, mais le nombre d'unités qui sont en-dessous ou en-dessus de cette limite est logiquement affecté par les liens de contrôle. Ainsi, Eurostat considère que les groupes d'entreprises dont la somme des emplois des filiales est égale ou supérieure à 250 emplois ne doivent plus être considérés comme des PME, même si les unités prises individuellement sont sous la barre des 250 emplois.

Il est donc proposé de reprendre ici l'approche d'Eurostat, avec toutefois une restriction. En effet, la STAGRE ne considère pas la notion d'entreprises «partenaires» mais se réfère uniquement au concept de contrôle stricto sensu. À des fins de simplification, il est proposé ici d'assimiler le type d'entreprises «partenaires» aux entreprises «autonomes» (unités considérées comme «indépendantes»).

Sur ces bases, nous proposons la typologie suivante:

- PME indépendantes: entreprises ayant moins de 250 emplois et qui n'appartiennent à aucun groupe d'entreprises;
- groupes PME: entreprises faisant partie d'un groupe dont l'ensemble des emplois en Suisse est inférieur à 250. Le groupe ainsi que les entreprises filiales sont considérées comme des PME;
- grands groupes de PME: groupes dont les membres sont individuellement des PME, mais dont l'effectif total du groupe dépasse 249 emplois en Suisse. Selon les recommandations de l'UE, les entreprises de cette catégorie ne devraient pas être des PME;
- grandes entreprises: grandes entreprises qui individuellement ou en groupe totalisent 250 emplois ou plus en Suisse. Comme ces grandes entreprises ne sont pas au centre de cette publication, cette population ne sera pas subdivisée entre grands entreprises indépendantes et grandes entreprises faisant partie d'un groupe.

Le tableau T 7 montre la répartition des PME en fonction de l'appartenance à un groupe. En 2017, les PME indépendantes représentent plus de 95% des entreprises marchandes suisses. Leur part dans l'emploi s'élève à 52% du total. À l'inverse, si les PME appartenant à un groupe sont relativement peu nombreuses (4,4%), elles concentrent plus 15% de l'emploi total en suisse. Les groupes PME de moins de 250 emplois restent néanmoins dominant par rapport à ceux qui ont plus de 250 emplois. Enfin, les grandes entreprises conservent logiquement des valeurs identiques (soit 0,3% du total des entreprises et 32% des emplois) par rapport aux celles relevées dans les précédents chapitres.

Nombre d'entreprises et d'emplois par type d'entreprise, en 2017

T 7

Type d'entreprise	Entreprises		Emplois	
	Nombre	Part relative en %	Nombre	Part relative en %
Total entreprises marchandes	590 253	100	4 464 755	100
PME indépendantes	563 009	95,4	2 349 830	52,6
Groupes PME (< 250 emplois)	20 990	3,6	426 454	9,6
Grands groupes de PME (≥ 250 emplois)	4 655	0,8	251 046	5,6
Grandes entreprises	1 599	0,3	1 437 425	32,2

Sources: OFS – STATENT, STAGRE

© OFS 2019

Une présentation alternative est celle d'Eurostat, qui exclut de l'analyse des PME les membres d'un groupe ayant 250 emplois et plus. L'image ne change pas radicalement, mais l'importance relative des PME est plus faible (99% du nombre d'unités et 62,2% du nombre d'emplois).

6.2 Importance des PME dans le commerce extérieur

Les PME opèrent donc principalement de façon indépendante. Seul un petit nombre d'entre elles sont organisées en groupe avec un impact relativement mesuré en termes d'emplois. Mais qu'en est-il en termes de valeurs monétaires? Est-ce que l'appartenance d'une PME à un groupe joue un rôle au niveau des échanges de biens avec l'étranger⁶? Une analyse récente de l'OFS a examiné le comportement des groupes d'entreprises en termes de commerce extérieur⁷. Elle relevait que les groupes d'entreprises occupent une position très dominante dans les import/export de marchandises. En effet, neuf dixième de ces transactions (en francs suisses) sont réalisées par des entreprises appartenant à un groupe.

⁶ La statistique du commerce extérieur est disponible aux liens suivants: <https://www.ezv.admin.ch/ezv/fr/home/themes/statistique-du-commerce-exterieur-suisse.html> et www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services → Commerce extérieur

⁷ voir à ce sujet: OFS (2018), Portrait des groupes d'entreprises en Suisse 2014–2017, Neuchâtel. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/stagre/stags.assetdetail.6949314.html>

Dans ce contexte, il est intéressant d'examiner plus en profondeur le rôle et l'importance des PME dans le volume des échanges selon la typologie élaborée précédemment. L'analyse se focalise ici uniquement sur les unités qui ont des emplois⁸ et qui ont exporté ou importé des marchandises durant l'année 2017 selon les données de l'Administration fédérale des douanes (AFD). Nous analysons dans un premier temps la répartition des entreprises, des emplois et du volume d'import/export selon le type d'entreprises (cf. tableau T8).

En 2017, il y a trois fois plus d'entreprises actives dans l'importation (135 380) que dans l'exportation (40 726). Les PME indépendantes sont en nombre dans les deux sens des échanges. Elles représentent en effet plus de trois quarts des entreprises exportatrices et près de 90% des entreprises importatrices. Si on ajoute aux PME indépendantes les groupes PME, les proportions sont globalement cohérentes avec la prépondérance des PME dans l'économie suisse.

En termes d'emplois, la situation se présente différemment. La part relative des PME et groupes PME pris ensemble chute à environ un tiers de l'emploi total des entreprises exportatrices et à moins de la moitié de l'emploi total des entreprises actives dans l'importation. On peut en déduire que les effectifs des petites structures de moins de 250 emplois sont proportionnellement moins exposés au commerce extérieur. En effet, sans la dimension import/export, ces deux catégories de PME regroupent ensemble plus de 62% de l'emploi total suisse. À l'inverse, les grandes structures (grands groupes de PME et grandes entreprises confondus) concentrent près de deux tiers de l'emploi à l'exportation et plus de la moitié des emplois à l'importation (contre env. 38% avec la structure de base, cf. tableau T7). Ces unités sont donc particulièrement ouvertes sur l'extérieur.

En termes monétaires, la part de toutes les PME (qu'elles soient indépendantes ou membres d'un groupe) au volume des importations (57,4%) et des exportations (43,2%) rivalise avec celle des grandes entreprises. Par contre, les PME indépendantes contribuent beaucoup moins au volume des échanges commerciaux. Elles n'ont en effet réalisé que 5,9% des exportations et 11,5% des importations. En d'autres termes les gros volumes de commerce sont gérés par des structures organisées en groupe, notamment les grandes entreprises. La taille de l'entreprise ou l'appartenance à un groupe joue ainsi un rôle déterminant dans la valeur des exportations et des importations de biens. Plus l'entreprise ou le groupe auquel elle appartient est grand, plus cette unité contribuera significativement en termes de valeurs monétaires et d'emplois.

Considérons à présent le nombre d'entreprises exportatrices, resp. importatrices par rapport au total des entreprises pour chaque catégorie (ratio entre les chiffres des tableaux T8 et T7). Le graphique G9 montre la part des exportateurs, resp. des importateurs en fonction du contrôle et la taille. Seules 5,5% des PME indépendantes exportent. Ce taux est 6 fois plus élevé dès lors que l'entreprise PME est liée à un groupe. La part des entreprises actives à l'exportation est encore plus importante pour les groupes de plus de 250 emplois et atteint plus de 70% dans la catégorie des grandes entreprises. Le même constat peut être fait pour les importations.

En d'autres termes, les PME sont plus actives sur le commerce extérieur de biens lorsqu'elles sont liées à un groupe d'entreprise et que celui-ci compte plus de 250 emplois.

Parts aux importations et exportations par type d'entreprise, en 2017

T8

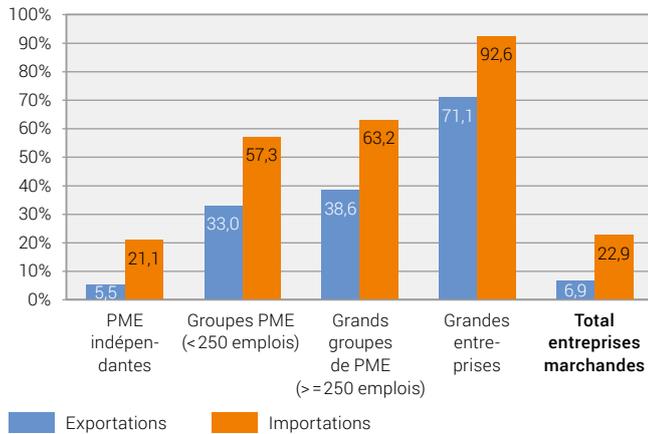
Type d'entreprise	Importations					Exportations				
	Nombre d'entrepr. importatrices	Part relative en %	Somme des emplois	Part relative en %	Part relative dans le volume, en % du total correspondant	Nombre d'entrepr. exportatrices	Part relative en %	Somme des emplois	Part relative en %	Part relative dans le volume, en % du total correspondant
Total	135 380	100	3 002 634	100	100	40 726	100	1 964 167	100	100
PME indépendantes	118 938	87,9	1 038 904	34,6	11,5	30 856	75,8	390 242	19,9	5,9
Groupes PME (< 250 emplois)	12 020	8,9	368 699	12,3	24,3	6 937	17,0	271 381	13,8	15,7
Grands groupes de PME (≥ 250 emplois)	2 942	2,2	208 445	7,0	21,6	1 796	4,4	149 511	7,6	21,6
Grandes entreprises	1 480	1,1	1 386 586	46,2	42,6	1 137	2,8	1 153 033	58,7	56,8

Sources: OFS – STATENT, STAGRE; AFD

© OFS 2019

⁸ L'appariement entre les données de l'Administration fédérale des douanes (AFD) et le registre des entreprises (REE) montre qu'il existe un certain nombre d'entreprises qui sont actives dans l'importation et/ou l'exportation de biens sans pour autant avoir des emplois en Suisse. Ces unités de type «boîtes aux lettres» ne sont pas considérées dans la statistique structurelle des entreprises (STATENT) et sont exclues de la présente analyse.

Part des entreprises actives dans le commerce extérieur par type d'entreprise, en 2017 G9



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

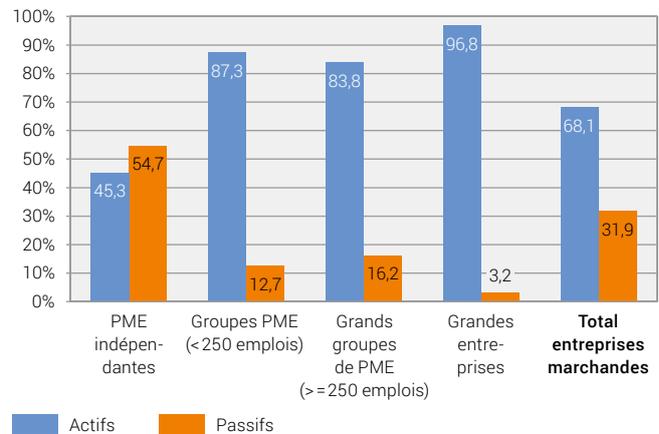
Le graphique G9 illustre bien le fait qu'un plus grand nombre d'entreprises est actif à l'importation qu'à l'exportation, et ceci indépendamment de l'appartenance à un groupe ou de la taille de celui-ci. Cela peut paraître surprenant vu la balance commerciale excédentaire de la Suisse.⁹ Ce «paradoxe» peut être expliqué par la composition des produits échangés. La Suisse a une position particulièrement favorable dans les biens de consommation, où les exportations sont 40% supérieures aux importations. Ce groupe de marchandises est largement dominé par les produits chimiques et pharmaceutiques. On peut supposer qu'un grand nombre d'acteurs présents dans différentes branches (p. ex. santé, commerce de détail, industrie chimique et pharmaceutique, etc.) importe de ces produits tandis qu'une proportion moins élevée d'entreprises, concentrées dans l'industrie chimique et pharmaceutique, est active dans la fabrication, la transformation et l'exportation de cette catégorie de produits.

Nous proposons d'analyser encore la part des emplois impliqués dans le commerce extérieur selon les catégories d'entreprises PME définies plus haut. La population de référence reste celle des unités ayant un emploi au moins (emploi considéré comme «actif» ci-dessous) et qui sont présentes à l'importation ou à l'exportation selon la statistique de l'AFD. Les entreprises qui interviennent dans les deux sens des échanges (import et export) sont comptées une seule fois. Les emplois des entreprises qui n'ont pas réalisé d'activités de commerce avec l'étranger sont alors considérés comme passifs.

Sur les 4,4 millions d'emplois recensés dans l'économie marchande, près de 68% se trouvent dans des entreprises actives à l'import ou à l'export. Les emplois des PME n'ont toutefois pas la même exposition au commerce extérieur. En effet, moins de la moitié des 2,3 millions de places de travail recensées dans les PME indépendantes se trouvent dans des unités participant aux transactions internationales. À l'inverse, dans les groupes PME

⁹ pour davantage d'informations, consulter : <https://www.ezv.admin.ch/ezv/fr/home/themes/statistique-du-commerce-exterieur-suisse/daten/gesamtexporte-und-importe.html>

Part des emplois actifs et passifs dans le commerce extérieur en fonction du type d'entreprise, en 2017 G10



Source: OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

(< 250 emplois), presque neuf personnes sur dix sont actives dans de telles unités. Dans la catégorie des grandes entreprises, seuls trois personnes sur cent ne travaillent pas dans une entreprise importatrice/exportatrice. En d'autres termes, l'appartenance à un groupe a un impact bien plus significatif que la taille dans les échanges commerciaux de biens.

6.3 Structure par classes de taille en comparaison internationale

Au niveau international, les PME représentent la très grande majorité des entreprises en 2016, dernière année pour laquelle des données sont disponibles pour un nombre significatif de pays¹⁰. La part des PME est généralement supérieure à 99,5% pour l'ensemble de l'économie marchande¹¹. Cette proportion varie faiblement entre les pays. La Nouvelle-Zélande et l'Allemagne sont les pays avec le plus «faible» taux de PME (99,5%) alors qu'en Grèce, quasi l'intégralité des entreprises emploie moins de 250 personnes. Ce pays compte seulement 406 grandes entreprises sur un total de 787 000 entreprises marchandes environ. Le pourcentage des PME suisses (99,7%) est légèrement inférieur à la moyenne des pays considérés (99,8%).

¹⁰ Les données proviennent de la base de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles des entreprises (Dataset: SDBS Structural Business Statistics [ISIC Rev. 4]). Par rapport à la publication de l'OFS sur les PME en 2016, les États-Unis ont été abandonnés par manque de données. À l'inverse, le Royaume-Uni a été introduit dans l'analyse.

¹¹ Il convient de noter que la définition de l'économie marchande utilisée dans les bases de données de l'OCDE sur les statistiques structurelles est très différente de celle utilisée dans les chapitres précédents. En Suisse, l'économie marchande exclut les administrations publiques ainsi que les institutions sans but lucratifs (ISBLSM) au service des ménages. L'OCDE applique un découpage qui va au-delà de cette définition. Ainsi, outre les administrations et les ISBLSM, le périmètre de consolidation de l'OCDE exclut également l'agriculture, les branches d'intermédiations financières (banques et assurances), les branches d'activités économiques proches de l'État (Enseignement, santé et action sociale) ainsi que les branches artistiques, récréatives et des autres activités de services. Les chiffres pour la Suisse ont dès lors été adaptés afin de correspondre au cadre d'analyse de référence de l'OCDE.

La répartition des PME dans les classes micros et petites est plus contrastée. La Nouvelle Zélande a le plus petit taux de microentreprises (78,5%) alors que la Slovaquie, la Grèce, la Pologne et les Pays-Bas enregistrent un fort taux de microentreprises (resp. 97,1%, 96,5%, 95,5% et 95,5%). L'importance des microstructures en Suisse (86,9%) est comparable à celle du Luxembourg (86,9%), de l'Autriche (87%) et du Danemark (88,8%). Ces pays affichent également une part relativement élevée de petites entreprises (entre 9,2% et 11,1%). Parmi les pays sélectionnés, la Nouvelle-Zélande et l'Allemagne sont les pays qui comptent proportionnellement le plus de grandes entreprises (0,5%).

En termes d'emplois, on observe des différences plus marquées au niveau de la structure par classes de taille entre les pays. La Suisse compte une part d'emplois dans les PME (69,1%) légèrement inférieure à la moyenne des pays analysés (70%). Toutefois, la Suisse présente une distribution relativement homogène des emplois entre les quatre classes de taille. Ainsi, selon le découpage prescrit par l'OCDE, les microentreprises ont 23,7% de l'emploi de l'économie marchande en Suisse, les petites entreprises 24,6% et les moyennes entreprises 20,8%. Notre pays se classe ainsi parmi les pays où la répartition de l'emploi est particulièrement homogène. À l'inverse, la Grèce et l'Italie ont tendance à avoir une part plus importante des emplois dans les microentreprises (avec respectivement 55,9% et 44,8% des emplois dans les microentreprises contre une moyenne de 30,4% pour l'ensemble des pays). À l'inverse, le Royaume-Uni ou la France ont une part d'emploi dans les grandes entreprises supérieure à la moyenne des pays considérés (respectivement 46,5% et 36,7% contre le 30,1% pour la moyenne des pays examinés par l'OCDE).

Répartition des entreprises par classes de taille pour une sélection de pays, en 2016

T9

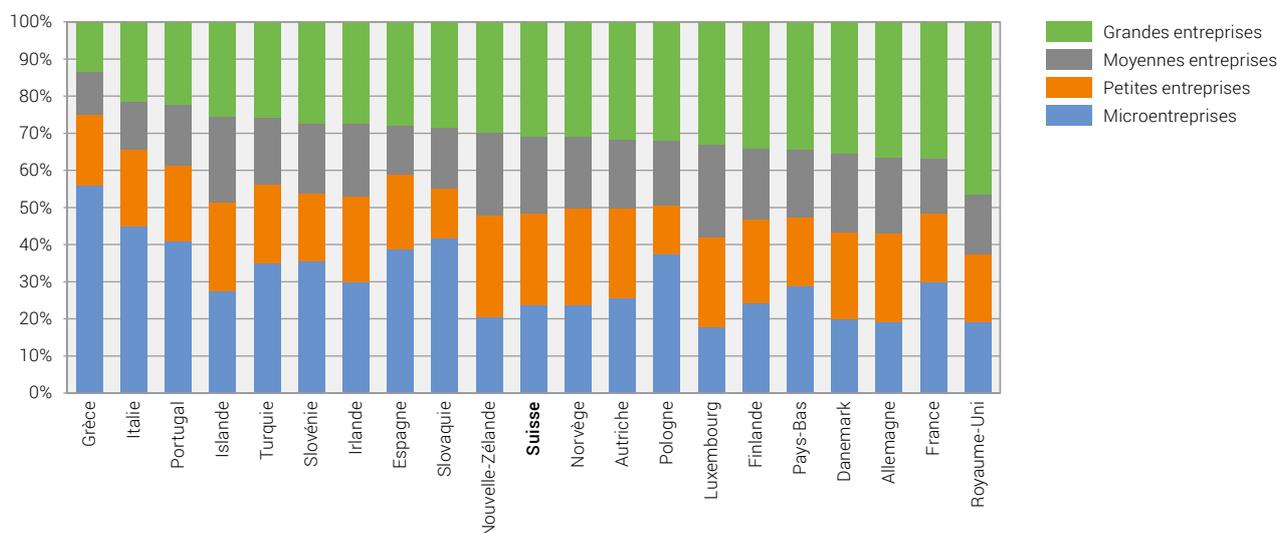
Pays	Microentreprises	Petites entreprises	Moyennes entreprises	PME	Grandes entreprises	Nombre d'entreprises
Grèce	96,5%	3,1%	0,3%	99,9%	0,1%	786 831
Italie	94,8%	4,6%	0,5%	99,9%	0,1%	3 694 967
Portugal	95,2%	4,0%	0,6%	99,9%	0,1%	828 164
Espagne	94,6%	4,7%	0,6%	99,9%	0,1%	2 652 834
Slovaquie	97,1%	2,3%	0,5%	99,9%	0,1%	442 961
France	95,1%	4,1%	0,6%	99,9%	0,1%	3 017 759
Pays-Bas	95,5%	3,6%	0,8%	99,9%	0,1%	1 124 917
Slovénie	94,7%	4,3%	0,8%	99,8%	0,2%	137 735
Turquie	93,2%	5,6%	1,0%	99,8%	0,2%	2 735 283
Irlande	92,4%	6,3%	1,1%	99,8%	0,2%	242 056
Pologne	95,5%	3,3%	0,9%	99,8%	0,2%	1 673 914
Norvège	91,3%	7,5%	1,0%	99,8%	0,2%	295 127
Islande	93,5%	5,3%	1,0%	99,8%	0,2%	27 293
Finlande	91,2%	7,3%	1,2%	99,7%	0,3%	227 009
Royaume-Uni	90,1%	8,3%	1,3%	99,7%	0,3%	2 107 294
Danemark	88,8%	9,2%	1,7%	99,7%	0,3%	216 988
Suisse	86,9%	11,0%	1,8%	99,7%	0,3%	366 831
Autriche	87,0%	11,1%	1,7%	99,7%	0,3%	322 539
Luxembourg	86,9%	10,6%	2,0%	99,5%	0,5%	32 168
Allemagne	81,9%	15,2%	2,5%	99,5%	0,5%	2 455 066
Nouvelle-Zélande	78,5%	18,2%	2,8%	99,5%	0,5%	109 101

Sources: OECD – SDBS (Structural Business Statistics); OFS – STATENT

© OFS 2019

Répartition des emplois par classes de taille en comparaison internationale, en 2016

G11



Sources: OECD – SDBS Structural Business Statistics; OFS – Statistique structurelle des entreprises (STATENT)

© OFS 2019

7 Conclusion

Avec une part de 99,7% des unités de production du secteur marchand, les PME constituent la quasi-totalité de l'appareil de production helvétique. Les PME sont essentiellement composées de microentreprises, qui représentent près de 9 entreprises sur 10. Les petites entreprises ainsi que les entreprises moyennes constituent une faible part des unités de production.

Cette image, à première vue très contrastée, de la structure économique suisse est à nuancer avec la répartition relativement homogène de l'emploi total entre les différentes classes de taille. Les microentreprises occupent plus d'un quart de l'emploi total du secteur marchand. Les petites entreprises et les moyennes entreprises ont chacune une part relative proche de 20%. Les grandes entreprises (250 emplois et plus) représentent environ 3 emplois sur 10 et constituent ainsi la classe de taille la plus importante en termes d'emploi. Ces chiffres sont stables durant la période analysée (2011–2017).

Toutefois, les analyses par branches d'activités économiques révèlent des structures différentes en termes d'emploi par classe de taille. En effet, du fait des caractéristiques propres à chaque activité (besoins d'investissement, économies d'échelle, degré de compétitivité, etc.), la part des classes de taille varie beaucoup. La part des microentreprises est ainsi relativement faible dans les activités manufacturières et industrielles, qui se caractérisent par la présence d'unités de plus grande taille. La part des grandes entreprises est particulièrement élevée dans les activités de transport et dans les activités financières.

On peut relever ici le profil singulier de la branche «Santé». Alors qu'elle est constituée essentiellement de microentreprises (92%), près de la moitié de l'emploi (45,2%) est contenue dans les grandes entreprises. Cette situation s'explique par la grande hétérogénéité des institutions actives dans cette branche. On y trouve, par exemple, une quantité importante de cabinets médicaux ayant seulement quelques emplois, et dans le même temps, de nombreuses infrastructures hospitalières comptant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers, d'emplois.

L'année 2017 est marquée par une croissance positive de l'emploi et ce même pour le secteur primaire. Cette dynamique globale permet de retrouver les taux d'évolution de 2013 et 2014 avant le ralentissement de la croissance de 2015. Toutefois, les moteurs de la croissance sont différents selon le secteur économique considéré. Dans le secteur primaire, ce sont les entreprises de petites tailles qui contribuent principalement à l'évolution positive de l'emploi. Pour les secteurs secondaire et tertiaire ce sont davantage les moyennes entreprises et les entreprises de plus de 250 emplois.

La part des PME est très forte dans tous les cantons, et ce de façon relativement homogène. La répartition des entreprises entre les classes de taille varie faiblement entre les cantons, qu'ils soient urbains ou ruraux. La répartition des emplois est quant à elle plus hétérogène. Les cantons à caractère plus urbains (Bâle-Ville, Zurich, Genève) ont une structure différente des cantons plus ruraux (Appenzell Rhodes-Intérieures, Appenzell Rhodes-Extérieures, Schwytz, Uri, Valais). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises tandis que les seconds disposent d'emplois principalement dans les micros et les petites entreprises.

La majorité des entreprises et des emplois se trouvent au sein de PME indépendantes. Toutefois, une fois que l'on considère des statistiques basées sur des valeurs monétaires comme le commerce extérieur de biens, ce sont les grandes entreprises et les PME liées à des groupes qui sont les plus importantes. L'appartenance à un groupe a, dans ce contexte, un impact bien plus significatif que la taille dans les échanges commerciaux de biens.

En comparaison internationale, la part des microentreprises en Suisse diffère peu de celle observée dans les autres pays. Notre pays présente un profil similaire à celui de l'Autriche et de la Norvège. En considérant le poids de chaque classe de taille dans l'emploi total de l'économie marchande, on note également une plus grande homogénéité en Suisse.

8 Abréviations

AFD	Administration fédérale des douanes
BNS	Banque nationale suisse
Eurostat	Office statistique de l'Union européenne
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFS	Office fédéral de la statistique
PME	Petites et moyennes entreprises
SECO	Secrétariat d'État à l'économie
STAGRE	Statistique sur les groupes d'entreprises
STATENT	Statistique structurelle des entreprises

Annexe

Description des activités économiques couvertes par la STATENT, selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

TA 1

Code NOGA Section	Titre NOGA section	Code NOGA division	Titre		
A	Agriculture, sylviculture et pêche	01	Culture et production animale, chasse et services annexes		
		02	Sylviculture et exploitation forestière		
		03	Pêche et aquaculture		
B	Industries extractives	05	Extraction de houille et de lignite		
		06	Extraction d'hydrocarbures		
		07	Extraction de minerais métalliques		
		08	Autres industries extractives		
		09	Services de soutien aux industries extractives		
C	Industrie manufacturière	10	Industries alimentaires		
		11	Fabrication de boissons		
		12	Fabrication de produits à base de tabac		
		13	Fabrication de textiles		
		14	Industrie de l'habillement		
		15	Industrie du cuir et de la chaussure		
		16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles		
		17	Industrie du papier et du carton		
		18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements		
		19	Cokéfaction et raffinage		
		20	Industrie chimique		
		21	Industrie pharmaceutique		
		22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique		
		23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques		
		24	Métallurgie		
		25	Fabrication de produits métalliques		
		26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques		
		27	Fabrication d'équipements électriques		
		28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.		
		29	Industrie automobile		
		30	Fabrication d'autres matériels de transport		
		31	Fabrication de meubles		
		32	Autres industries manufacturières		
		33	Réparation et installation de machines et d'équipements		
		D	Production et distribution d'énergie	35	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
		E	Production et distribution d'eau; gestion des déchets	36	Captage, traitement et distribution d'eau
				37	Collecte et traitement des eaux usées
				38	Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération
				39	Dépollution et autres services de gestion des déchets
		F	Construction	41	Construction de bâtiments
				42	Génie civil
				43	Travaux de construction spécialisés
		G	Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles				
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles				

Source: OFS – Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

© OFS 2019

Description des activités économiques couvertes par la STATENT, selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008) (fin)

TA 1

Code NOGA Section	Titre NOGA section	Code NOGA division	Titre
H	Transports et entreposage	49	Transports terrestres et transport par conduites
		50	Transports par eau
		51	Transports aériens
		52	Entreposage et services auxiliaires des transports
		53	Activités de poste et de courrier
I	Hébergement et restauration	55	Hébergement
		56	Restauration
J	Information et communication	58	Édition
		59	Production de films cinématographiques, de programmes de télévision; édition musicale
		60	Programmation et diffusion
		61	Télécommunications
		62	Programmation, conseil et autres activités informatiques
		63	Services d'information
K	Activités financières et d'assurance	64	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
		65	Assurance
		66	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance
L	Activités immobilières	68	Activités immobilières
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	69	Activités juridiques et comptables
		70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion
		71	Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques
		72	Recherche-développement scientifique
		73	Publicité et études de marché
		74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
		75	Activités vétérinaires
N	Activités de services administratifs et de soutien	77	Activités de location et location-bail
		78	Activités liées à l'emploi
		79	Activités des agences de voyage, voyagistes; services de réservation
		80	Enquêtes et sécurité
		81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager
		82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises
O	Administration publique	84	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire
P	Enseignement	85	Enseignement
Q	Santé humaine et action sociale	86	Activités pour la santé humaine
		87	Hébergement médico-social et social
		88	Action sociale sans hébergement
R	Arts, spectacles et activités récréatives	90	Activités créatives, artistiques et de spectacle
		91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles
		92	Organisation de jeux de hasard et d'argent
		93	Activités sportives, récréatives et de loisirs
S	Autres activités de services	94	Activités des organisations associatives
		95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques
		96	Autres services personnels

Source: OFS – Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)

© OFS 2019

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise plusieurs moyens et canaux pour diffuser ses informations statistiques par thème.

Les domaines statistiques

- 00 Bases statistiques et généralités
- 01 Population
- 02 Espace et environnement
- 03 Travail et rémunération
- 04 Économie nationale
- 05 Prix
- 06 Industrie et services
- 07 Agriculture et sylviculture
- 08 Énergie
- 09 Construction et logement
- 10 Tourisme
- 11 Mobilité et transports
- 12 Monnaie, banques, assurances
- 13 Sécurité sociale
- 14 Santé
- 15 Éducation et science
- 16 Culture, médias, société de l'information, sport
- 17 Politique
- 18 Administration et finances publiques
- 19 Criminalité et droit pénal
- 20 Situation économique et sociale de la population
- 21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Les principales publications générales

L'Annuaire statistique de la Suisse



L'Annuaire statistique de la Suisse de l'OFS constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il englobe les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Le Mémento statistique de la Suisse



Le mémento statistique résume de manière concise et attrayante les principaux chiffres de l'année. Cette publication gratuite de 52 pages au format A6/5 est disponible en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais).

Le site Internet de l'OFS: www.statistique.ch

Le portail «Statistique suisse» est un outil moderne et attrayant vous permettant d'accéder aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

La banque de données des publications pour des informations détaillées

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, vous pouvez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).
www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?



Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.
www.news-stat.admin.ch

STAT-TAB: la banque de données statistiques interactive



La banque de données statistiques interactive vous permet d'accéder simplement aux résultats statistiques dont vous avez besoin et de les télécharger dans différents formats.
www.stattab.bfs.admin.ch

Statatlas Suisse: la banque de données régionale avec ses cartes interactives



L'atlas statistique de la Suisse, qui compte plus de 4500 cartes, est un outil moderne donnant une vue d'ensemble des thématiques régionales traitées en Suisse dans les différents domaines de la statistique publique.
www.statatlas-suisse.admin.ch

Pour plus d'informations

Centre d'information statistique

058 463 60 11, info@bfs.admin.ch

Les petites et moyennes entreprises (PME) tiennent une place prépondérante dans le tissu économique suisse. Elles sont définies sur la base du critère de l'emploi. Ainsi les entreprises considérées comme PME sont des entreprises marchandes ayant moins de 250 emplois. Elles représentent en 2017 près de 99,7% des entreprises du secteur marchand et absorbent plus de deux tiers de l'emploi actif dans ce secteur. Ce poids considérable dans l'économie est stable depuis plusieurs années. On retrouve d'ailleurs une structure comparable dans la plupart des pays partenaires de la Suisse.

L'Office fédéral de la statistique propose dans cette publication des analyses de la structure des PME suisses en fonction de leur taille, de leur répartition géographique et de leurs activités économiques. Grâce à l'exploitation des nouvelles données statistiques, l'OFS a enrichi l'analyse en mettant en perspective les PME dans le contexte de la globalisation. Cette analyse apporte un éclairage sur l'importance des PME dans les groupes d'entreprises ainsi que sur leur degré d'implication dans les exportations et importations de marchandises.

En ligne

www.statistique.ch

Imprimés

www.statistique.ch

Office fédéral de la statistique

CH-2010 Neuchâtel

order@bfs.admin.ch

tél. 058 463 60 60

Numéro OFS

1662-1700

ISBN

978-3-303-06333-0

La statistique www.la-statistique-compte.ch
compte pour vous.